

The background of the entire page is a light green color with a pattern of stylized, overlapping leaf shapes in a slightly darker shade of green. The leaves are of various sizes and orientations, creating a dense, organic texture.

Reconstruire une **gauche** victorieuse

Francis POEZEVARA

Francis Poézévara

En 2025, reconstruire une
gauche victorieuse

© 2025, Francis POEZEVARA

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

Table des matières

Introduction	7
I. Dans un monde en crise, la gauche elle-même est profondément menacée	10
A. La gauche face à la société	10
B. La gauche face à elle-même	18
II. Construire enfin la gauche du XXIème siècle	26
A. Diversité de l'engagement et rôle des partis	26
B. L'union ne doit plus être un sujet de discussion	30
C. Reconstruire la gauche passe par sa défragmentation	32
III. Une nouvelle force pour 2025	35
A. Une force écosocialiste	35
B. Une force horizontale	37
C. Une force qui assume la nécessité d'un leadership	41
Conclusion	44

Introduction

La gauche n'y arrive plus. Six petits mots suffisent à résumer la situation du camp du progrès social et écologique, de l'émancipation et de la démocratie, en France et au-delà. La gauche ne parvient plus à prendre le pouvoir, et lorsqu'au gré des circonstances (souvent, le rejet de la droite) elle y arrive néanmoins, elle ne sait plus appliquer un programme de transformations sociale, écologique et démocratique.

Les causes internes sont régulièrement commentées : par un renversement de situation, la France aurait désormais la "gauche la plus bête du monde", incapable de s'unir, incapable de proposer une vision de société intégrée porteuse d'espoir, une gauche minée par les ambitions personnelles. S'il y a une part de vrai dans ces constats, je suis convaincu qu'il faut malgré tout réussir à sortir de la flagellation collective pour comprendre ce qui a mené à cette situation.

Une analyse rapide montre que la gauche fait face à un défi lié avant tout aux transformations de la société, et que sa situation n'est finalement que la réaction logique à la montée de l'anxiété et à l'atomisation de la société que nous connaissons. Je n'affranchis bien sûr pas la gauche de toute responsabilité, mais poser le juste diagnostic permet de déterminer le traitement efficace. Et l'urgence à le trouver n'a jamais été aussi importante.

Urgence, car demain notre société peut s'effondrer. Un effondrement démocratique peut-être, alors que l'extrême-droite utilise l'anxiété de nos compatriotes comme terreau pour ses idées mortifères et que monte au niveau mondial un nouvel ordre néofasciste. Un effondrement lié aux inégalités sociales sans doute, dès lors que les fractures de notre pays ont non seulement cessé de se résorber progressivement mais se creusent à l'inverse un peu plus chaque année. Un effondrement écologique certainement, puisque le dérèglement climatique, la dégradation

de l'environnement et l'épuisement de la biodiversité menacent de frapper - et frappent d'ailleurs déjà - l'humanité de plein fouet.

Heureusement, tout n'est pas noir et des solutions existent pour éviter, ou limiter, ces effondrements. A l'opposé du mythe du "ni-ni" qui a constitué un argument électoral victorieux en 2017 et auquel plus personne ne croit désormais, il devient vital de le conscientiser : ces solutions passent, toutes, par une victoire de la gauche ou a minima l'application de ses propositions. Voilà pourquoi il est capital de travailler à la revitalisation de la gauche et à sa victoire prochaine.

Comment faire ? C'est toute la stratégie et l'organisation de notre camp politique qu'il nous faut réinventer. Trouver une manière d'articuler, voire de fédérer, les efforts de l'ensemble des composantes de la gauche : partis politiques, syndicats, associations, mouvements sociaux, intellectuel·les, sympathisant·es. Des expérimentations ont lieu, y compris organisées par des partis politiques : elles doivent se multiplier pour qu'enfin la gauche arrive à trouver le ton juste pour porter son message.

Pour y œuvrer efficacement, il est nécessaire que nous, qui croyons que l'union à gauche peut mener à un futur désirable, nous rassemblions au sein d'une nouvelle force, cohérente dans ses valeurs comme dans son mode de gouvernance. Une nouvelle force qui travaille à faire émerger une perspective de société désirable, tordant le cou aux éléments de langage des conservateur·rices et libéraux·ales qui caricaturent les modèles de justice sociale post-transition écologique en sociétés de privation. Une nouvelle force qui assume enfin le double impératif d'horizontalité et d'encapacitation de ses militant·es d'une part, et d'efficacité électorale dans une société aux réflexes verticaux d'autre part.

Comprendre notre société pour comprendre les difficultés qui s'opposent à la gauche, poser un regard lucide sur les limites de notre fonctionnement actuel, adopter une stratégie en phase

avec notre temps et inventer un nouveau véhicule porteur d'un modèle de société désirable : voici le chemin qui nous attend, et que je vous propose de développer dans ces quelques pages. C'est en travaillant sur ces différents axes que la gauche pourra à nouveau jouer le rôle qui a été le sien dans l'histoire de ces derniers siècles : celui d'engager la France sur le chemin de l'émancipation des individus, du progrès social, de la démocratie. En y ajoutant un objectif, non des moindres : sauver la planète des excès de l'activité humaine.

I. Dans un monde en crise, la gauche elle-même est profondément menacée

A. La gauche face à la société

S'adapter, ou disparaître. Tel est l'enjeu auquel la gauche est confrontée aujourd'hui. Pour survivre, préalable fondamental à tout espoir de transformation de la société, notre camp doit analyser avec plus d'acuité l'écart qui s'est peu à peu creusé entre la perception que nous avons de la société et sa réalité. Car c'est bien de là que vient la première des menaces qui pèse sur la gauche : la société voit monter l'anxiété, la défiance et l'atomisation, qui percutent directement nos combats.

a. La montée de l'anxiété : une menace pour la société et un défi pour la gauche

82% des Français·es pensaient en décembre 2024 que “les choses avaient tendance à aller plus mal”¹. 65% des Français·es pensent que les choses vont dans la mauvaise direction en Europe². 80% des Français·es se disent inquiet·es face au changement climatique³. Les études et les chiffres se suivent et se

¹ Vériang Epoka - Décembre 2024 - <https://www.veriangroup.com/fr/news-and-insights/barom%C3%A8tre-politique-verian-epoka-pour-le-figaro-magazine-decembre-2024->

² Eurobaromètre - Avril 2024.

³ Rapport annuel du CESE - Octobre 2023.

ressemblent. La situation internationale, la situation nationale comme leur situation personnelle inquiètent les Français-es.

Après l'optimisme, les crises : le tournant du XXIème siècle

Reconnaissons-le : l'époque est en effet anxiogène. Ce d'autant plus qu'elle fait suite à une période, la deuxième moitié du XXème siècle (et en premier lieu les Trente Glorieuses bien entendu) qui a connu, si ce n'est une euphorie, à tout le moins un optimisme généralisé quant à l'évolution de la société et du monde. Prospérité économique dont le "ruissellement" devait inévitablement advenir, progression des droits humains et de la démocratie au niveau mondial, conquêtes sociales et sociétales, en France notamment, fin de la guerre sur le sol européen au tournant du siècle... La marche de l'Histoire vers l'égalité, le progrès et l'émancipation semblait réenclenchée de manière durable - voire inarrêtable.

Las ! Le premier quart du XXIème siècle se révèle être celui des crises. Crises économiques à répétition (bulle Internet, crise des subprimes, crise de la dette), crise écologique avec la prise de conscience de l'influence de l'activité humaine sur son environnement (du climat à la biodiversité, en passant par les conditions de vie environnementales), crise sociale et humaine suite à la première pandémie de l'ère mondialisée, crises sécuritaires avec le terrorisme de masse et le retour de la guerre en Europe, crise démocratique dont la dissolution de juin 2024 constitue un aboutissement : le progrès social et moral qui caractérise l'histoire de l'Humanité est entré dans une nouvelle phase de reflux.

L'anxiété est le chemin vers le repli identitaire

Dès lors, il est logique que l'anxiété progresse chez la plupart des individus. Les effets sont multiples. Le plus commenté

est sans doute le fait que les jeunes adultes sont de plus en plus nombreux à ne plus souhaiter d'enfants⁴ (13% des Françaises en 2022, en progression de 11 points en 16 ans). L'augmentation du nombre de collapsologues, qui, persuadé·es que notre société est au bord de l'effondrement se retranchent sur un mode de vie auto-suffisant, en est un autre.

Mais l'effet le plus problématique, celui qui menace et la société en général, et la gauche en particulier, est bien entendu le repli identitaire et sécuritaire. Ce phénomène est bien connu, observé à de multiples reprises historiquement. L'anxiété, le pessimisme quant à son avenir mènent à la défiance vis-à-vis de l'étranger, du différent. Le terreau est donc particulièrement fertile pour les idéologies réactionnaires (retour en grâce de mesures pourtant absurdes, comme l'uniforme scolaire ou le service obligatoire - fût-il civique), nationalistes et racistes (l'autre étant nécessairement le coupable, ou à tout le moins une menace), et autoritaires (quel sauveur suprême pour nous sortir de là ?).

L'anxiété, éteignoir du discours progressiste

Difficile dans ces conditions de développer un discours de gauche, d'émancipation, de justice sociale et de progrès. D'autant que la gauche elle-même n'est pas imperméable à cette anxiété. Si, heureusement, elle ne donne pas naissance aux mêmes symptômes (quoique), l'anxiété pousse la gauche à développer un discours culpabilisateur (pour ne pas dire punitif). Discours qui non seulement porte peu d'espoir et n'est pas très émancipateur, mais qui ne donne pas non plus envie d'être porté au pouvoir.

⁴ Il ne faut bien sûr pas voir cette évolution uniquement sous l'angle de la peur de l'avenir. Elle est également liée à des facteurs culturels tels que l'émancipation par rapport au modèle familial traditionnel.

Nous allons donc devoir nous attacher à construire un discours positif, et à démontrer que le monde qui vient est désirable s'il est celui de la justice sociale, de l'émancipation des individus, de la transition écologique et de la refonte démocratique de notre modèle de société.

b. Histoire d'un désamour politique : quand défiance et lassitude s'installent

La défiance des Français·es vis-à-vis de la politique de manière générale est bien sûr également l'un des grands facteurs explicatifs des difficultés que connaît la gauche. 70% déclarent ainsi ne pas avoir confiance en la politique⁵, 68% pensant que la démocratie française fonctionne assez ou très mal. Ce mal a de nombreuses racines, et ses explications sont abondamment commentées, dans les médias comme “à la machine à café”.

La gauche touchée de plein fouet, non sans raison

La gauche est d'autant plus victime de cette défiance que les Français·es ont toujours eu une exigence plus importante sur les questions éthiques envers la gauche qu'envers la droite. Le décalage entre le discours porté autour du bien commun et les faits incite à moins de clémence (ce qui permet visiblement à la droite et à l'extrême-droite de s'affranchir de l'éthique de façon décomplexée...). Dès lors, lorsqu'un Jérôme Cahuzac fraude puis ment en direct, les yeux dans la caméra, où qu'un Thomas Thévenoud met la “phobie administrative” à la mode, la condamnation par l'opinion (juste et nécessaire) ne se fait pas

⁵ Voir Baromètre de la confiance politique - Cevipof - https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/BConf_V15_Extraction1_modif.pdf

attendre. Et, plus grave, c'est l'ensemble de notre camp politique qui s'en trouve éclaboussé.

Au-delà des condamnations juridiques, reconnaissons que la gauche a également sa part dans la défiance envers la(les) politique(s) en termes de trahison des promesses électorales. Combien de fois avons-nous promis, lors de nos porte-à-porte, le droit de vote aux étrangères ? Lorsqu'un candidat à la présidentielle promet de renégocier le traité sur la discipline budgétaire, et que l'une de ses premières décisions présidentielles est de le ratifier, comment s'étonner de la perte de valeur de la parole de gauche ?

Ainsi, il est logique que la gauche, au même titre que le reste du spectre politique, subisse la défiance des Français·es. Mais elle souffre également d'un phénomène spécifique qui régit la sphère politique depuis plus de 10 ans.

La déviation vers la droite, nouvelle loi de la physique politique ?

Le mandat de François Hollande a en effet marqué le début d'un glissement sémantique et politique peut-être plus grave encore que les promesses non tenues, tant il semble condamner la gauche pour longtemps. Comme souvent, le vocabulaire a précédé l'idéologie : la gauche dite d'accompagnement (du capitalisme) est devenue "sociale-libérale", promouvant par exemple la "flexisécurité" (quel terme mélodieux !), reléguant la gauche de rupture au rang de "gauche radicale" (dans les bons jours) voire "d'extrême-gauche" (dans les mauvais). Ce glissement sémantique a ouvert la voie à une droitisation de la scène politique, qui s'est opérée via un développement Hollande > Valls > Macron > Darmanin > Retailleau. L'alternance gauche-droite historique, traditionnellement constituée de bascules-ruptures au moment des élections, s'est donc faite depuis 2012 de manière

continue et progressive. Disruptif ! Le tout étant camouflé sous couvert de “bon sens” via l’expression “ni-ni”, disqualifiant la gauche (comme la droite) et la reléguant au XXème siècle.

Ces glissements ont eu un effet direct sur la fenêtre d’Overton en politique : à défaut d’une victoire électorale (qui semble moins impossible au fil des scrutins mais n’est toujours pas advenue), l’extrême-droite a imposé ses thèmes, voire ses propositions, et voit son vocabulaire (“submersion” migratoire) repris *in extenso* par un Premier ministre qui l’avait pourtant historiquement combattue..

Érosion institutionnelle : l’ennuyeuse Vème République

Il existe par ailleurs un dernier élément qui n’est que très peu identifié et qui pourtant joue beaucoup sur la représentation que les Français·es ont de la politique et des institutions : leur ancienneté. Voici désormais plus de 65 ans que la Vème République existe, et plus de 60 que les institutions sont relativement stables (si l’on prend pour référence l’élection présidentielle au suffrage universel direct comme dernier bouleversement culturel institutionnel⁶).

Ceci signifie que 78% des Français·es⁷ n’ont connu que ces institutions de toute leur vie, et que 95% n’ont pu voter que dans leur cadre. A l’heure où les écrans fractionnent l’attention à l’infini, il est logique qu’une lassitude certaine s’installe vis-à-vis de la Vème République. Elle fournit une caisse de résonance aux

⁶ Le quinquennat et l’inversion du calendrier électoral auraient pu en être un autre, mais ils ont eu moins d’impacts culturels, malgré le bouleversement dans l’équilibre des pouvoirs qu’ils ont engendré.

⁷ Voir INSEE :

<https://www.insee.fr/fr/outil-interactif/5014911/pyramide.htm>

déceptions face au manque de résultat, réel ou supposé, des politiques successives, en particulier celles de gauche. Nous sommes toutes de grandes enfants, et les vieux jouets finissent toujours au fond d'une caisse. Cela vaut pour les institutions comme pour les partis.

Cette lassitude a pour manifestation par exemple l'érosion quasi-ininterrompue de la participation aux élections (exception faite de l'élection européenne, et hors événement exceptionnel type dissolution), et la focalisation sur l'élection présidentielle dont la campagne ressemble plus à une émission de télé-réalité qu'à un réel moment de vie démocratique.

c. L'engagement à l'ère de l'atomisation sociale

On l'a vu : les Français·es sont anxieux·ses et ne croient plus en la politique pour améliorer la situation. Pourtant, leur engagement ne faiblit pas : 63% s'estiment personnellement comme engagé·es⁸. C'est l'une des évolutions politiques à laquelle la gauche a paradoxalement le plus de difficultés à répondre. Comment cet engagement peut-il participer à la prise du pouvoir pour transformer la société ?

La métamorphose de l'engagement : du collectif à l'individuel

Alors qu'au XXème siècle, l'engagement passait par l'adhésion à un parti ou à un syndicat, le XXIème siècle voit ce modèle totalement remis en cause par l'atomisation de notre société. Qu'elle semble loin l'époque où le Parti Communiste Français s'enorgueillissait de ses 800 000 adhérent·es⁹ ! Même les plus de 200 000 adhérent·es du Parti Socialiste des années 80

⁸ Voir Fondation Jean Jaurès : <https://www.jean-jaures.org/publication/les-francais-et-lengagement/>

semblent difficilement atteignables aujourd'hui. À titre comparatif, moins de 50 000 sympathisant·es ont voté en décembre 2023 lors du scrutin interne organisé par La France Insoumise¹⁰.

Et en effet, l'engagement se fait désormais de manière plus personnelle, moins publique, moins collective. La signature de pétitions, le boycott d'une marque, le don à une cause ont remplacé l'adhésion à un parti ou syndicat (et a fortiori le militantisme en leur sein), voire la participation aux actions de grève ou manifestations¹¹ (même si les mouvements sociaux de ces dernières années, des gilets jaunes aux marches climat en passant par les retraites, ont démontré que celles-ci restaient un moyen d'expression important).

Autre forme d'engagement en dynamique relative, compromis entre engagement individuel et militantisme au sein d'une organisation nationale : l'engagement associatif. Les Français·es sont ainsi nombreux·ses (un·e sur dix¹²) à s'engager sur des problématiques précises dans des associations (souvent locales) perçues comme plus efficaces que les partis politiques pour changer les choses.

⁹ Chiffre estimé en 1946

¹⁰ Source La France Insoumis - <https://lafranceinsoumise.fr/2023/12/16/lunion-populaire-jusqua-la-victoire-votation-sur-la-strategie-de-la-france-insoumise/> - A noter qu'il s'agit là de sympathisant·es et non d'adhérent·es à jour de cotisation.

¹¹ Voir Fondation Jean Jaurès : <https://www.jean-jaurès.org/publication/les-francais-et-lengagement/>

¹² Idem

Sortons de la vision concurrentielle des formes d'engagement

Cette atomisation de l'engagement n'est pas nécessairement incompatible avec la bataille culturelle et politique pour faire émerger un nouveau modèle de société. Mais elle constitue un défi pour les partis politiques, face auquel ils restent pour l'instant démunis. Encore trop souvent, les engagements syndicaux, associatifs ou individuels sont considérés comme des concurrents de l'engagement politique (voir les frictions entre la CGT et LFI lors du mouvement pour les retraites par exemple).

Il est pourtant important de comprendre que cette multiplicité d'engagements, parfois à plus petite échelle, répond à une forme d'émancipation des individus, émancipation au cœur de notre projet (faut-il le rappeler). Désormais, rares sont les personnes qui se contenteront d'être des distributeur·rices de tracts, soldat·es zélé·es portant la bonne parole transmise par des leaders·euses nationaux·ales. Chacun·e souhaite avoir voix au chapitre, pouvoir s'exprimer sur les idées portées et les choix stratégiques faits. Il ne suffit donc pas de réussir à capter l'intérêt de personnes qui se détournent de plus en plus de la politique : il faut également leur donner toute leur place et leur permettre de "faire" la politique. On connaît toutes les difficultés qu'ont les partis de gauche actuellement pour répondre à cette double exigence. Renouvellement des organisations, des formes d'action, de leur communication : beaucoup d'initiatives sont lancées, avec plus ou moins de succès, mais la solution n'a toujours pas été trouvée.

B. La gauche face à elle-même

La gauche fait donc face à une ère politiquement difficile. La société dans son ensemble se ferme de plus en plus hermétiquement aux idéaux de justice, de progrès et d'émancipation. Cette situation extérieure pour le moins

compliquée a des répercussions intérieures, sur la structuration, la cohésion et de manière générale le fonctionnement de notre camp. Entre dissociation cognitive, aveuglement naïf ou vœux pieux, retour sur les principales difficultés intrinsèques de la gauche en 2025.

a. L'impossible convergence des luttes

Avant toute chose, je veux souligner que la convergence des luttes, ce vieux mantra de la gauche qui implique que l'ensemble des combats se rejoigne en un même mouvement social et lui donne de la puissance, n'a jamais été chose aisée. Et, de fait, elle n'a que rarement eu lieu dans l'Histoire. Dans une certaine mesure, il serait possible de considérer la première révolution française comme la première manifestation de la convergence des luttes en France, mais cette analyse serait anachronique. La première véritable occurrence de cette convergence est sans doute liée à la victoire du Front Populaire en 1936, qui a permis les avancées sociales sans précédent que l'on connaît (notamment l'instauration des congés payés bien sûr). Une autre illustration est mai 1968 ; mais si elle a permis d'obtenir certaines victoires, sur les salaires notamment, son bilan est moins impressionnant que celui du gouvernement de Léon Blum.

Les autres exemples que l'on peut avoir en tête relèvent plus de l'union de la gauche (politique) que de convergences des luttes (politiques et sociales). On peut penser par exemple à Épinay, avec l'unification des socialistes, au Programme commun signé entre le PS et le PCF en 1972 qui aboutira à la victoire de François Mitterrand en 1981, ou encore à la Gauche plurielle de Lionel Jospin en 1997 entre socialistes, communistes et écologistes notamment.

Et l'atomisation frappe encore

Devant ce constat historique, il n'est pas surprenant que la convergence connaisse quelques difficultés à survenir en ce début de XXI^{ème} siècle. L'absence de perspective heureuse globale et les prises de conscience croissantes quant aux inégalités, au péril écologique ou aux fragilités démocratiques de nos institutions poussent les un·es et les autres à élémentariser les revendications. C'est ainsi que se sont développés des mouvements puissants de lutte pour l'égalité réelle (des genres, des couleurs de peau, des religions...), pour la défense du climat et de la biodiversité (les marches pour le climat), pour le pouvoir de vivre (les Gilets Jaunes), mais que la convergence n'a pas (encore ?) eu lieu.

Pourquoi ? D'une part, parce que les populations impactées par ces combats ne seraient supposément pas les mêmes. C'est ainsi qu'une fracture importante s'est faite entre la gauche écologiste et les Gilets Jaunes : la première percevant les seconds comme réactionnaires lorsqu'ils expliquaient ne pas pouvoir payer plus cher pour leurs déplacements en voiture, mode de transport irremplaçable à l'heure actuelle dans une grande partie du pays, et à l'inverse les Gilets Jaunes voyant les écologistes comme une classe privilégiée déconnectée des problèmes du quotidien. Fin du monde *versus* fin du mois.

D'autre part, parce que les revendications diverses, à l'instar des formes d'engagement que je mentionnais précédemment, sont perçues comme concurrentes. Chacun·e établit, consciemment ou inconsciemment, une hiérarchie des combats personnelle, et met en compétition les différentes luttes. Il s'agit là d'un principe qui est exploité par l'extrême-droite, qui s'est fait une spécialité de dénigrer les luttes progressistes en utilisant cette compétition (nous avons tou·tes en tête l'exemple des sans-abris utilisés en contre-argument de la solidarité envers les réfugié·es).

Développer une vision holistique des luttes progressistes

Pourtant, les ponts entre l'ensemble des luttes existent et sont nombreux. Comment envisager une transition écologique sans donner les moyens à chacun·e de la réaliser à son niveau ? Comment envisager la pérennité de notre modèle rural sans tenir compte du couperet écologique qui s'annonce ? Comment faire progresser les droits des personnes discriminées pour leur genre ou leur appartenance ethnique réels ou supposés sans aller vers la justice sociale et la transition écologique, quand précisément ces personnes sont à leur intersection puisqu'elles sont surreprésentées dans les classes populaires et sont les premières à subir les effets du réchauffement climatique ?

Le combat écologique est avant tout une lutte sociale ; l'écologie est un humanisme. Réciproquement, la lutte pour l'égalité des genres et LGBTQIA+, et plus largement entre toutes les individus, est une revendication écologique. La défense de la justice sociale est une étape incontournable des luttes sociétales. Et de manière transverse, la démocratie est le chemin le plus sûr vers la victoire de tous ces combats.

La gauche aura fait un bond de géant le jour où affirmer que la transition écologique passe par l'égalité femmes-hommes, la justice sociale et la lutte contre le racisme, l'homo- et la transphobie, le validisme et de manière générale toutes les discriminations ne choquera plus personne.

b. A gauche, passion fragmentation

Conséquence de l'absence de convergence des luttes (mais pas uniquement, j'y reviens) : la gauche est fragmentée comme jamais dans son histoire elle ne l'a été.

Les maths selon la Vème République : $1+1 = 1,5$

Le niveau de fragmentation le plus connu et commenté est celui-ci : jamais la gauche n'a connu autant de partis ou mouvements politiques en son sein. Les militant·es politiques sont peu nombreux·ses, et il·elles n'ont jamais été réparti·es entre tant d'organisations. Cela a bien sûr à voir avec l'atomisation des luttes et à l'absence de convergence entre elles, mais c'est également l'une des conséquences de l'encapacitation progressive des citoyen·nes : il est plus facile d'avoir une influence, de "peser", dans une organisation de taille raisonnable que dans une mégastructure de plusieurs centaines de milliers de membres.

Cette fragmentation n'est pas nécessairement préjudiciable. Dans la troisième République par exemple, les partis étaient moins puissants et les positions des députés (point d'écriture inclusive ici, et pour cause...) pouvaient bouger en fonction des différents textes. Cela n'empêcha pas la République de perdurer pendant 70 ans en dépit de violentes crises, ce qui en fait pour quelques années encore le régime républicain le plus stable de l'histoire de France (même si la cinquième République devrait lui ravir cette place en 2028). La fragmentation ne serait donc pas un problème ? Pourtant, chacun·e peut mesurer ses effets dévastateurs, en particulier depuis 2002. La réponse tient en deux mots : cinquième République.

Notre régime républicain pénalise en effet extrêmement fortement les camps fragmentés. L'ensemble, sans exception, de nos modes de scrutin plaide pour l'union la plus large possible des forces véritablement progressistes. C'est bien sûr le cas en premier lieu pour les scrutins majoritaires à deux tours, tels que l'élection présidentielle et les élections législatives. Il en devient quasiment inutile de se présenter à ces élections désuni·es, ce qui a été compris par les appareils politiques de gauche pour les législatives de 2022 et de 2024. Mais même pour nos scrutins dits

proportionnels, la fragmentation est mortifère. Lors des élections municipales, pourtant parmi les préférées des Français·es, une prime de 50% des sièges est attribuée à la liste arrivée en tête, avant tout calcul proportionnel (qui devient dès lors cosmétique). Pour les élections régionales, cette prime s'élève à 25%. Ceci a pour effet direct d'éviter (ou de décourager) la dispersion, et de revenir quasiment à un mode de scrutin majoritaire. Même lors de notre élection la plus proportionnelle, l'élection européenne, le législateur a intégré un seuil de 5% pour contrer la multiplication des candidatures. C'est ainsi qu'en 2019, la gauche a perdu 4 sièges¹³ en se présentant de manière fragmentée.

Dès lors, et tant que les institutions n'auront pas été profondément transformées, il est absolument contre-productif de se présenter de manière séparée, sauf à vouloir des candidatures de témoignage et refuser de prendre le pouvoir. J'insiste sur le périmètre électoral de ce constat : si l'union lors des élections est primordiale, rien n'interdit a priori à des organisations même fragmentées et atomisées d'exister et de travailler entre deux scrutins.

Les partis politiques ne sont pas (toute) la gauche

Le second niveau de fragmentation est souvent oublié, car moins visible (en particulier lors des élections) : il s'agit du découplage entre les partis politiques, les syndicats, le mouvement associatif et les mouvements sociaux. La gauche n'est pas une simple addition de partis politiques. Aujourd'hui, la gauche française est représentée de manière extrêmement minoritaire par les organisations qui se présentent aux élections. Elle se retrouve

¹³ Voir Le Monde : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/05/27/europeennes-avec-une-liste-commune-la-gauche-aurait-pu-arriver-en-tete-avec-cinq-sieges-supplementaires_5467994_4355770.html

plus nombreuse au sein des syndicats¹⁴, ce qui s'est illustré lors du mouvement contre la réforme des retraites de 2023, au cours duquel les organisations syndicales ont démontré leur vitalité et sens des responsabilités.

Mais la gauche française est encore plus majoritairement constituée par des personnes engagées dans le monde associatif, voire engagée individuellement uniquement¹⁵. Ceci s'explique aussi bien par la défiance envers la politique que par le fait que les Français·es sont plus nombreux·ses à vouloir défendre une cause en particulier plutôt qu'une vision intégrée d'une transformation du modèle de société. Il est important de garder cet état des lieux en mémoire lorsque l'on parle de l'unité à gauche : le combat le plus important n'est pas celui mené entre les partis (qui en est une première étape capitale néanmoins), mais celui mené vers le reste de la société. Et aujourd'hui, aucune réponse convaincante n'y a été apportée.

c. Entre fin et moyens, l'éternel dilemme de la gauche

La fin ou les moyens ? Voici un dilemme qui se pose à la gauche de longue date, et qui est l'un des facteurs de la faiblesse croissante du camp du progrès social et écologique. Il s'illustre simplement : la gauche considérant avoir raison et proposer les bonnes solutions, elle est convaincue que, pour améliorer ses résultats électoraux, il suffit de parler avec un maximum d'électeurs et d'électrices. Ceux·celles-ci seront nécessairement, obligatoirement convaincu·es.

¹⁴ Voir Statista : <https://fr.statista.com/statistiques/1375149/nombre-adherents-syndicats-francais/>

¹⁵ Voir I.A.c. concernant l'atomisation de la société

Dès lors, la communication politique est toujours appréhendée avec une certaine méfiance (ne va-t-on pas se trahir en mettant en place des éléments de langage par essence partiels et déformants ?). De même, la stratégie électorale s'apparente elle-même à une trahison : ne s'agit-il pas de calquer à la politique des techniques marketing capitalistes ?

Je ne rejette bien sûr pas complètement ces constats, qui sont pour partie pertinents. Lorsqu'une politique est faite uniquement de communication, de stratégie, d'éléments de langage, elle finit systématiquement à droite, comme en témoigne l'aventure soi-disant "ni-ni" macroniste. Mais nous sommes face à un serpent qui se mord la queue. Certes, il faudrait que nos institutions et la société fonctionnent en se concentrant sur les arguments et non sur la forme. Mais ce n'est pas le cas, et pour mettre en place un modèle plus intelligent et raisonné il est nécessaire de... conquérir le pouvoir. Donc de gagner des élections.

Cette dissonance cognitive s'applique également, et peut-être avant tout, à la présidentialisation de la cinquième République, et à la personnalisation de la politique qui en découle. Nos élections nationales doivent être des moyens pour les citoyen·nes de se positionner sur des idées et des projets. Pas sur des personnes. C'est l'ADN même de la gauche (l'Internationale le rappelle : "il n'est pas de sauveur suprême, ni dieu, ni César, ni tribun"). Deux choix se présentent alors : privilégier les moyens (refuser la personnification, faire campagne sur les idées) en hypothéquant la fin (la prise du pouvoir), ou l'inverse. Bien sûr, le choix n'est pas si manichéen. Heureusement. Néanmoins, cet état de fait soumet la gauche à une tension qui la fragilise depuis des années.

II. Construire enfin la gauche du XXIème siècle

Si la gauche veut réaliser sa raison d'être, transformer la société, il lui faut prendre le pouvoir. Cela peut prêter à sourire, mais cette notion de conquête du pouvoir a parfois fait l'objet d'un certain flou au sein des partis de gauche. Heureusement, qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires (ce qui a une conséquence sur la manière d'aborder cette conquête du pouvoir), ces derniers sont désormais globalement convaincus que sans gouvernement (de gauche) point de transformation sociale.

Dès lors, il convient de s'interroger sur la voie qui permettra à la gauche d'arriver aux commandes de la République (cadre dans lequel je m'inscris avec conviction, même si le type de république lui-même reste à déterminer), et ce malgré les écueils identifiés précédemment, externes (l'anxiété, la défiance, l'atomisation) et internes (la divergence des luttes, la fragmentation politique, la dissonance cognitive sur notre manière d'aborder les élections).

A. Diversité de l'engagement et rôle des partis

a. Nous n'avons pas le monopole de l'engagement

Plus que la droite, la gauche doit avoir à cœur d'accompagner les évolutions de la société. Derrière cette phrase un peu abstraite se cache une réalité très concrète : il n'est pas pertinent que la gauche cherche à lutter contre l'atomisation de l'engagement. Certes, pour celles et ceux qui comme moi possèdent une culture politique traditionnelle, la forme classique

du parti de masse jouant un rôle d'éducation populaire, de construction d'une doctrine globale et de force électorale implacable reste une référence. Mais ce modèle est dépassé, et il est bien plus constructif de réfléchir à l'émergence de nouvelles formes organisationnelles que de lutter contre l'air du temps.

Il nous faut donc, à gauche et en premier lieu dans les partis politiques, reconnaître et respecter les formes diverses d'engagement. Cela signifie par exemple accepter de ne pas en avoir le monopole, et supporter enfin réellement que les syndicats soient indépendants (comme le proclame la Charte d'Amiens). Cela signifie également intégrer dans notre conception intellectuelle de ce qu'est la gauche en France des pans entiers du secteur associatif, à nouveau sans chercher à les annexer ou mettre au pas. Cela signifie encore, et c'est peut-être là le plus compliqué, admettre que l'engagement individuel, devant son ordinateur en signant et relayant des pétitions, dans son cercle familial en faisant progresser le combat culturel, ou dans la rue lors de mouvements sociaux horizontaux, constitue une forme d'engagement non seulement tout à fait respectable, mais de plus utile et efficace.

Les apports de ces nouvelles formes d'engagement sont en effet nombreux. Tout d'abord, bien sûr, en termes d'action : les associations, les syndicats, et de manière générale l'ensemble des bonnes volontés qui partagent nos valeurs sociales, écologiques ou démocratiques, agissent là où les partis sont absents. Leur présence aux côtés des personnes en difficulté les aide à la mesure de leurs moyens à survivre à notre société en crise, tant que les partis ne sont pas parvenus à transformer suffisamment le modèle dans lequel nous vivons.

Ces autres formes d'engagement permettent aussi d'avancer sur le fond et les propositions. Elles sont le terreau de très nombreuses idées innovantes pour répondre aux urgences de notre époque, qui viennent fertiliser à leur tour les réflexions des partis politiques, qui les traduisent ensuite en mesures

programmatiques à large échelle. Je pense à des initiatives telles que les Territoires Zéro Chômeur Longue Durée, les actions de Cédric Herrou et ses ami·es dans la Roya (et devant le Conseil constitutionnel), les résultats juridiques de l’Affaire du siècle, ou encore dans le champ politique des initiatives telles que la Primaire Populaire. Elles ont toutes donné lieu à des convoitises de la part des partis politiques, mais elles n’ont pu voir le jour que parce qu’elles en étaient indépendantes.

Enfin, et je suis certain d’avoir sur ce point l’attention des partis politiques, toutes ces personnes jouent un rôle primordial dans la constitution d’une base électorale pour la gauche. Leurs actions et leurs discours aident très efficacement la gauche à convaincre au sein de leurs cercles d’influence. C’est bien sûr frustrant pour les partis, car il s’agit d’une campagne électorale invisible, incontrôlée, dont les responsables ou secrétaires aux élections n’ont (à raison) pas la certitude qu’elle se fait pour leur organisation en particulier... Mais c’est bien pour cela qu’il s’agit de la plus efficace des campagnes. Celle qui se mène aussi sur le long terme, et qui participe au combat pour l’hégémonie culturelle.

Pour toutes ces bonnes raisons, les partis politiques doivent arrêter de chercher à caporaliser de manière systématique toute forme d’engagement. Cela signifie-t-il pour autant qu’il leur faille se contenter d’observer ce dynamisme politique exogène, puis plier boutique une fois que tou·tes leurs militan·tes se seront lassé·es de l’inutilité des partis ? Évidemment, non. Mais cela signifie qu’il faut revenir à l’objectif que l’on fixe aux partis politiques, entre les élections et lors des campagnes électorales.

b. Hors période électorale, répondre à la crise existentielle des partis

C’est sans doute l’une des raisons pour lesquelles les partis politiques se sentent en concurrence directe avec toute autre

forme d'engagement : la peur de l'obsolescence. Pourtant, les partis politiques possèdent une utilité propre à laquelle il leur faut retourner et à laquelle il leur faut travailler.

Entre les élections, la valeur ajoutée des partis politiques se joue principalement sur un terrain : celui de la construction d'un modèle intégré de société alternatif. Même s'ils ne l'ont pas forcément tous pratiqué ces dernières années, les partis savent mettre en place les méthodes de travail qui y concourent. Travailler sur le fond, débattre, échanger, rédiger des textes, définir une doctrine, en faire la communication auprès des citoyen·nes lors de campagnes militantes, sans oublier bien entendu l'organisation de formations de fond... Autant d'actions classiques qui ne devraient jamais être délaissées, et dont les modalités doivent évoluer pour intégrer les autres formes d'engagement. C'est ainsi que les partis politiques doivent se nourrir des initiatives "citoyennes" de gauche, doivent être en échange constant avec les associations, les syndicats, les mouvements sociaux, afin d'enrichir leurs réflexions de toutes ces expériences. Cela implique également d'accepter de confronter ses propositions au réel, et d'entendre les réserves ou approfondissements que les citoyen·nes pourraient y apporter.

Autre rôle d'un parti lorsqu'il ne se présente pas à un scrutin : gouverner (l'auriez-vous oublié ?) ! Ou tout du moins, participer à la vie politique grâce aux mandats de ses élu·es. C'est ici la seule nuance que j'apporte à l'acceptation de l'atomisation de l'engagement : il est important d'un point de vue démocratique que les élu·es restent affilié·es à un parti, et tant pis si cette opinion est impopulaire. Il est important que nos élu·es s'inscrivent dans des organisations qui pensent la société dans son ensemble, pour nourrir les travaux de fond que les partis mènent et y puiser des propositions eux-mêmes et elles-mêmes. C'est à la fois une assurance pour leurs électeur·trices de savoir pour qui ils et elles votent, dans une ère où il est impossible de connaître l'ensemble des candidat·es à l'ensemble des élections, et un gage de qualité de la représentation exercée par l'elu·e, dont le rôle

nécessite des compétences et des idées qui ne peuvent reposer sur le seul talent et la seule expérience individuels. Les partis ont ainsi la responsabilité d'animer leurs réseaux d'élus·es, pour garantir la qualité du travail fourni par ces dernier·es aussi bien que pour intégrer une vision *terrain* dans les travaux de fond en retour.

A cette affiliation systématique des élu·es à une organisation, j'impose bien sûr une condition préalable : les partis doivent accepter d'ouvrir les candidatures largement de manière à permettre une meilleure représentativité de nos représentant·es, à assurer une plus grande diversité des profils, et à sortir de l'entre-soi propice aux "politicailleries".

B. L'union ne doit plus être un sujet de discussion

a. Institutionnaliser le Nouveau Front Populaire (ou toute autre structure transpartisane)

En attendant l'avènement d'une VIème République qui permettra une véritable représentation du pluralisme électoral, et sous peine d'être simples spectateur·trices d'un combat entre xénophobes, conservateur·trices et libéraux·ales, les partis de gauche doivent revoir en profondeur leur manière de penser les élections. On l'a vu, la fragmentation électorale condamne à la défaite. Il est donc nécessaire de systématiser les organisations transpartisanes du type de la NUPES en 2022, et plus encore du NFP en 2024, en tenant compte des enseignements que ces initiatives de la dernière chance nous ont offerts.

Nous ne pouvons plus nous permettre de bricoler en quelques jours, voire quelques heures, des alliances électorales de circonstance dont nous savons qu'elles sont incontournables pour remporter les élections. Le débat politique à gauche est trop systématiquement réduit à celui sur l'union (ou, plus exactement,

sur les divisions). L'alliance du camp du progrès émancipateur, social, écologique et démocratique doit devenir une évidence. Nous devons réfléchir et concevoir, à froid, en dehors des périodes électorales, une ou des organisations transpartisanes qui l'institutionnalisent.

Ceci passe par le choix d'un nom (le Nouveau Front Populaire est une proposition, mais aucun préalable ne doit être excluant), d'une gouvernance, de cadres de débats de fonds, de processus de constitution des candidatures aux élections, mais également de modalités de résolution des divergences entre ses différents membres (résolution ou non, la maturité politique permettant d'accepter des divergences jusqu'à un certain point). Le tout en garantissant une place importante aux organisations non partidaires, voire aux individus (sympathisant·es).

b. De l'importance de la démocratie

La structure de ces organisations doit être fondamentalement démocratique, pour deux raisons très simples. D'une part, parce que c'est là ce que nous défendons pour le pays ; nous avons la responsabilité de faire la démonstration de cette démocratie dès que possible, et a fortiori dans nos modes de gouvernance propres. Sans cela, comment espérer convaincre des électeurs et électrices qui, précisément, refusent désormais de croire les politiques "sur parole" ? D'autre part, parce que si nous sommes réellement intimement convaincu·es de la pertinence d'un fonctionnement démocratique à l'échelle nationale (c'est mon cas), il n'existe aucun argument pour s'en départir lors de la phase de prise de pouvoir. Si "l'efficacité" de la démocratie était remise en question dans ce cadre, alors il n'y aurait aucune raison de croire à une efficacité supérieure au niveau national.

Un fonctionnement démocratique doit permettre la juste représentation et le respect des différentes sensibilités qui composent le paysage politique à gauche. Ces structures ne

devront pas nier les débats qui les traversent ni faire des divergences internes l’alpha et l’oméga de leurs discussions. Leur socle devra être les grandes valeurs de notre camp, que j’ai déjà citées à plusieurs reprises : justice sociale, égalité réelle, respect de notre planète et de la biodiversité, démocratie, émancipation des individus... Autour de ces valeurs, le rassemblement électoral devra se faire sans exclusive. Le respect de la démocratie, le respect de la diversité des points de vue et la juste représentation de chacun·e permettront le *penser-ensemble* et l’*agir-ensemble*.

Enfin, et bien que l’ayant déjà évoqué je me permets de le rappeler : ces organisations transpartisanes devront impérativement être ouvertes au plus grand nombre, et ne pas constituer uniquement un amas de structures partidaires. Chaque personne souhaitant la victoire électorale de la gauche, même sans appartenir à un parti politique, devra pouvoir s’y engager sans être l’objet de pression pour “prendre sa carte”. Cela demande des innovations structurelles en termes de représentation d’une part, et de décentralisation des décisions et des actions d’autre part.

C.Reconstruire la gauche passe par sa défragmentation

a. Les partis actuels ne correspondent plus à des espaces politiques et idéologiques cohérents

Résumons. Avant l’élection, un parti politique sert donc à travailler sur des propositions pour façonner un projet de société intégré. Lors de l’élection, il sert à convaincre les électeur·trices que son projet est le meilleur. Après l’élection, il sert à maintenir un lien avec les élu·es potentiel·les, à nourrir leurs décisions et à intégrer leur expérience du pouvoir à son projet. Pouvoir jouer chacun de ces trois rôles passe par deux conditions potentiellement antinomiques : d’une part, disposer d’une taille

suffisamment importante pour nourrir des réflexions intéressantes et avoir suffisamment de capacité d'expression (sur le terrain notamment), et d'autre part être le plus cohérent sur le fond possible.

Historiquement, la gauche a toujours favorisé cette cohérence au détriment de l'exigence de taille critique. "Un trotskiste, c'est un parti. Deux trotskistes, c'est une tendance. Trois trotskistes, c'est une scission." Cette obsession de la "pureté idéologique" a provoqué régulièrement des fragmentations de notre camp politique, ce que l'on observe à nouveau depuis plusieurs années. Les "gros partis", en termes de taille, d'influence ou de nombre d'élus sont quatre (et non plus deux comme au XXème siècle, communistes vs. socialistes), et côtoient une constellation de structures plus petites, plus ou moins en mesure de se présenter lors des élections successives. Cette fragmentation ne correspond bien entendu pas à des divergences fondamentales en termes de projet de société. Elle est souvent la conséquence soit de considérations historiques, soit d'un manque de prise en compte de la volonté des individus d'influer sur leur parti d'origine (que ce soit pour des questions de fond ou des ambitions plus personnelles).

b. Recomposer pour gagner en cohérence et en efficacité

Il est donc nécessaire aujourd'hui de travailler à la défragmentation de la gauche. Cela passe tout d'abord par une phase d'identification des modèles de société portés par les différentes organisations existantes, pour ensuite consolider celles qui défendent aujourd'hui les mêmes. Ou plus exactement rassembler les personnes qui au sein des organisations existantes portent le même projet (certaines organisations présentant aujourd'hui le double inconvénient d'avoir un nombre de militant·es restreint et d'être hétérogènes sur le fond).

C'est ainsi que l'écosocialisme, à savoir la remise en cause de la prédation de l'humain sur l'humain et sur la nature que constitue le capitalisme, est défendu au-delà des frontières partidaires par des militant·es et personnalités écologistes, socialistes, insoumises bien sûr, voire communistes sous d'autres appellations. Je suis convaincu qu'il s'agit là des contours d'une future force majoritaire à gauche qui sera amenée à exercer un grand rôle dans l'histoire de notre pays dans les prochaines années¹⁶.

Mais ce n'est pas la seule idéologie transpartidaire (plus que transpartisane) qui pourrait défragmenter utilement notre camp politique. Il serait sans doute pertinent que subsistent à ses côtés un parti "centre-gauche-vert" social-écologiste ou un parti communiste plus productiviste par exemple. Plusieurs partis de gauche, donc, oui, mais sur des bases idéologiques ! Et qui savent se rassembler lors des élections (je le répète).

¹⁶ Voir chapitre suivant

III. Une nouvelle force pour 2025

Construire la gauche du XXI^{ème} siècle, avec toutes ses composantes, est indispensable et nécessite un travail de conviction de longue haleine. En parallèle, nous avons des leviers d'actions immédiats (ou tout du moins à relativement court terme) que nous pouvons actionner. Je pense bien sûr à la création d'une nouvelle force, cohérente sur le fond, qui viendra défrayer à son niveau la gauche pour défendre plus efficacement nos valeurs et notre modèle de société.

A. Une force écosocialiste

a. Un espace politique existe, qu'aucune force actuelle n'occupe

Bien que les idéologies défendues par les “grands” partis de gauche aient perdu de leur cohérence et qu'ils se retrouvent régulièrement à faire le grand écart entre leur aile “gauche”, “droite”, “écologiste”, etc., une lecture simplifiée de leurs positionnements politiques est communément acceptée. L'échiquier politique à gauche serait ainsi structuré en un pôle social-démocrate autour du Parti Socialiste (incluant des éléments socio-libéraux, en nombre réduit néanmoins depuis l'avènement du macronisme), un pôle populiste autour de la France Insoumise, un pôle écologiste autour de Les Écologistes (feue-EELV), un pôle plus traditionnel et productiviste autour du Parti Communiste Français. Cette grille d'analyse est largement simpliste, et ne reflète par exemple pas le fait que Les Écologistes sont divisés autour du rapport au capitalisme (leur spectre s'étendant de l'écosocialisme à l'environnementalisme, en passant par toutes les différentes versions de l'écologie politique), ni le fait que la France Insoumise vient de l'écosocialisme (avant d'axer son

discours essentiellement sur la fracture peuple/élite ces dernières années, sans toutefois renier ses fondamentaux écologistes).

Néanmoins, la structuration actuelle de la gauche (en termes partidaires) laisse effectivement un espace important en son centre (ou plus exactement, en son milieu). Celui-ci correspond à une gauche de transformation radicale, en rupture sur le fond avec la gauche d'accompagnement du système, mais convaincue de la nécessité de gouverner pour mettre en place un nouveau modèle de développement. Une gauche véritablement héritière des grands courants de pensée marxistes, actualisés à la lumière des évolutions du monde et de la société que nous connaissons, donc une gauche radicalement écologiste.

Cette gauche, que l'on retrouve aujourd'hui éparpillée au sein de différents partis (LFI, EELV, et même PS et PCF dans une certaine mesure, sans oublier de plus petits partis tels que Génération·s, l'APRES ou Picardie Debout), mais aussi et peut-être avant tout traversant la société civile, porte dans ses idées, valeurs et propositions les fondations de ce qui manque depuis des décennies en France : un nouveau modèle de société, intégré, porteur d'espoir.

b. L'écosocialisme comme horizon désirable

Ce modèle de société écosocialiste a déjà commencé à être théorisé par un certain nombre de penseurs depuis le début du siècle. En cela, l'écosocialisme se distingue fondamentalement de la social-écologie, mot-valise désignant de manière vague une social-démocratie qui a pris conscience de l'urgence écologique. Il s'agit en effet d'une vision du monde cohérente et complète, seul véritable horizon mêlant la justice sociale, l'exigence démocratique à la soutenabilité écologique. Le socialisme originel combattait le capitalisme en tant que prédation de l'humain sur l'humain ; l'écosocialisme constate que notre système

économique (et, pour une large part, culturel) est à la source également de la prédation de l'humain sur la nature.

Il ne s'agit pas ici de rédiger un essai sur l'écosocialisme, mais la nouvelle force politique qui doit advenir en 2025 devra tirer sa doctrine des écrits d'intellectuel·les tel·les qu'André Gorz, Michael Löwy, Kohei Saito... Elle devra œuvrer à remplacer la valeur d'échange par la valeur d'usage, repensant ainsi nos modes de production et de consommations, définir concrètement les communs qui doivent être exclus du champ marchand, poursuivre la démocratisation de notre société en s'attaquant à la gouvernance des entreprises privées, revenir à un idéal internationaliste à l'opposé des réflexes de recroquevillement à l'œuvre dans le monde et de manière générale s'attacher à ce que l'égalité formelle se transforme enfin en égalité réelle.

L'horizon écosocialiste est sans aucun doute le plus désirable que la gauche offre à la société depuis plusieurs décennies. Pour convaincre, il nous faudra mener le combat culturel, au niveau politique mais également au niveau intellectuel, artistique, éducatif ; c'est à ce prix que nous réussirons à enrayer la progression de l'anxiété et de ses effets dévastateurs chez nos concitoyen·nes.

B. Une force horizontale

a. Verticalité ou horizontalité

Construire une nouvelle voie pour la gauche implique de penser l'engagement au XXI^{ème} siècle au sein même des partis, en termes d'encapacitation des militant·es, de formes de mobilisation, et de rapport au leadership.

La tension entre les exigences de verticalisme (censé assurer une grande efficacité) et de l'horizontalisme (censé garantir la démocratie) n'a jamais été si grande dans nos partis.

Historiquement, il paraissait naturel que les partis, de même que la société de manière générale, soient organisés par une élite intellectuelle (et très souvent financière). Le manque de diversité des cadres (au sens *responsables*) politiques actuels démontre que cet état de fait n'a pas encore tout à fait disparu. Néanmoins, pour des raisons culturelles relevant de l'encapacitation progressive des citoyen·nes, il est de plus en plus remis en cause, et un besoin d'horizontalisme est entré de manière brusque au sein des organisations de gauche (plus qu'à droite, ce qui n'est pas étonnant au regard des valeurs qui structurent les idéologies de notre camp politique).

Cet horizontalisme est vu d'un œil inquiet par la plupart des dirigeant·es de partis politiques, y compris à gauche. Dans un réflexe qui n'est pas sans rappeler celui des conservateur·trices face aux velléités démocratiques révolutionnaires, ils et elles s'inquiètent de laisser un pouvoir de décision au "peuple" militant, qui n'aurait pas la sagesse supposée de l'élite sachante, formée, dépassionnée. De fait, nous assistons à des limitations démocratiques systématiques, statutaires ou dans les faits.

Je l'affirme fermement : nos modalités d'organisation partidaires doivent être le reflet de ce que nous proposons pour la société. Si nous défendons l'émancipation des individus, si nous entendons que chacun·e ait le pouvoir d'influer sur son existence, que la société soit construite et gérée par celles et ceux qui la constituent et l'éprouvent au quotidien, pourquoi en serait-il différemment au sein d'un parti politique ? Considère-t-on que les militant·es des partis politiques sont moins capables que l'ensemble des citoyen·nes de prendre les meilleures décisions, de décider pour le bien commun ? Considère-t-on qu'il est plus compliqué de participer à la vie d'un parti politique qu'à celle de la nation ? La société habituée au verticalisme de l'ancien régime a su "prendre son risque" lorsqu'elle a fait le choix de donner le pouvoir législatif à l'Assemblée nationale. Il est temps que les partis politiques prennent le leur.

Ceci ne signifie bien évidemment pas que chaque décision d'un parti soit soumise à débat et vote direct de l'ensemble des adhérent·es. La démocratie directe a ses avantages mais connaît également ses limites (la première étant le temps qu'elle nécessite, incompatible avec l'engagement militant bénévole). La démocratie peut (doit) également être représentative lorsque les sujets le nécessitent. Il faut *simplement* que cette démocratie, directe ou représentative, fonctionne réellement. Depuis des années, les partis s'interrogent sur l'organisation qui le permet, sans devenir une machine à gaz. Je suis convaincu que la solution n'est pas si ardue à concevoir ; des statuts tels que ceux du PS, de Génération·s, ou d'EELV avant leur dernière révision pourraient servir de base de travail, si leur esprit (plus que leur lettre) était respecté.

b. Décentraliser les actions politiques

Un parti réellement démocratique dans son fonctionnement, qui décentralise ses prises de décision, serait déjà une belle avancée pour la gauche. Mais une deuxième décentralisation doit également avoir lieu : celle de l'action politique elle-même. Elle est complémentaire de la première, et sans doute par ailleurs plus facile à mettre en place.

Il est temps d'arrêter d'utiliser en politique la représentation capitaliste de "main-d'œuvre non qualifiée". Plus personne ne souhaite être convoqué·e à telle heure, tel endroit, pour *distribuer du tract*. En plus d'être mis·es en capacité de participer à la vie du parti et à ses prises de position, les militant·es doivent être également responsabilisé·es sur les actions à destination des citoyen·nes. Je vois plusieurs raisons à cela. D'une part, cela correspond à l'encapacitation des militant·es que j'évoquais précédemment. D'autre part, cela répond à un souci très pragmatique d'efficacité : ce sont bien les militant·es qui connaissent le plus leur territoire, et qui sont en mesure de déterminer quand et où mener l'action la plus efficace. Enfin, d'un

point de vue humain, cela permet également à chacun·e de faire campagne de la manière qu'il ou elle préfère. Et il est capital que chacun·e, en politique, tire de son action une satisfaction, une "joie militante". D'autant que, pour rassurer les états-majors, d'un point de vue tout à fait utilitariste, les études nous apprennent qu'un message passe beaucoup plus efficacement s'il est transmis par une personne convaincue, et non forcée.

Concrètement, l'ensemble des partis pourrait sur ce sujet s'inspirer du fonctionnement de la France Insoumise, avec ses groupes d'actions indépendants. On pourrait aller encore plus loin, en imaginant la mise à disposition de "kits de campagne" à la demande, qui permettrait à chacun·e, militant·e identifié·e ou non, d'être porte-parole de campagne dans son entourage. Mais peu importe la forme concrète que cette "décentralisation de l'action politique" prend ; l'essentiel est de faire confiance aux militant·es, qui constituent l'âme de nos organisations.

Seule nuance que je vois à cette décentralisation (il en faut bien une) : la conception de la stratégie lors des campagnes électorales. Que chacun·e puisse faire campagne comme il le souhaite est une chose, et une chose importante, mais dans le contexte électoral un enjeu d'efficacité dans les urnes intervient également. Il est donc important que les candidat·es de gauche se saisissent des avancées des dernières années en termes de ciblage prioritaires pour mettre en place des campagnes dédiées aux territoires les plus susceptibles de faire une différence le jour J. Nous sommes ici au beau milieu de la dissonance cognitive que j'évoquais comme faiblesse intrinsèque de la gauche : cibler une partie de l'électorat qui a plus de chance de basculer (d'un vote autre vers un vote de gauche, ou d'une abstention vers un vote de gauche) doit cesser d'être vu comme un dévoiement politique mais être considéré comme une réponse indispensable à l'exercice très particulier que constitue l'élection. Et sans lequel la prise de pouvoir, préalable indispensable à la transformation de la société, est rendue beaucoup plus hypothétique.

Ces deux principes ne sont pas purement antagonistes, bien sûr. L'action décentralisée devrait être considérée comme la base indispensable, et l'action ciblée (en donnant davantage de moyens, humains, matériels ou financiers à des territoires prioritaires) comme un complément permettant d'augmenter l'efficacité de la campagne.

C. Une force qui assume la nécessité d'un leadership

a. Leadership et gauche : une tension historique

Horizontalisme vs. verticalisme, ces modalités d'organisation font l'impasse sur une problématique que rencontre la gauche depuis plusieurs décennies : le rapport au leadership. Notre camp politique s'est toujours écharpé sur cette question, et c'est logique : nous nous retrouvons tiraillé·es entre une tradition française bonapartiste de "l'homme (*sic*) fort", que nous associons à tort ou à raison à une image d'efficacité, et une tradition de gauche démocratique. D'où les incompréhensions entre une organisation horizontale comme EELV et une organisation verticale comme LFI par exemple.

Sur la question du leadership, la gauche doit assumer le fait d'être dans une tension entre son idéal et la société du XXIème siècle. Le premier est rappelé par l'Internationale : il n'est pas de sauveur suprême. La gauche ne peut pas se placer entre les mains d'une unique personne, mais doit faire vivre un leadership collectif. Cela ne signifie pas que nous devons éviter à tout prix d'avoir un·e leader·euse ; cela signifie que celle-ci ou celui-ci ne peut pas être un despote aux pouvoirs infinis. Personne ne doit remplacer la réflexion et la délibération collective.

La société actuelle, quant à elle, fait la part belle au culte des personnalités. Nous devons certes mener la bataille culturelle pour sortir de ce réflexe, mais nous devons également en prendre conscience et accepter que nos idées ont besoin de porte-paroles bien identifiés pour les diffuser.

Notons que cette tension n'est pas récente, et que la personnification n'est pas du seul fait de la droite conservatrice. C'est ainsi que Jean Jaurès a ainsi personnifié l'idéal socialiste au début du XX^{ème} siècle, qu'il est toujours une référence révérée bien au-delà de son camp politique, et qu'il a exercé une influence bien plus importante que celle que lui conféraient ses mandats. D'ailleurs, ne souffrirait-on pas d'un "syndrome Jaurès" ? N'attendons-nous pas qu'une personnalité hors du commun porte notre camp et remporte la bataille culturelle grâce à son talent individuel ? Attente démesurée qui implique bien entendu régulièrement la déception de voir nos héros (presque au sens mythologique) n'être que des humains, faillibles et imparfaits ?

b. Assumer la nécessité d'un leadership au service du collectif

Comme souvent, la solution pour concilier ces deux impératifs antagonistes (besoin de démocratie, besoin de leadership) réside sans doute dans une forme de mesure, de compromis entre les deux. Oui, certaines personnes portent des compétences hors normes, que ce soit dans le domaine oratoire, ou de la pensée politique, ou de la vision et stratégie politiques. Nous avons tout intérêt, collectivement, à utiliser ces compétences pour le bien commun. Il faut donc abandonner cette habitude de vouloir couper les têtes qui dépassent en opposant au collectif les individualités. Nous avons besoin de leaders et leadeuses. Mais nous devons également les apprécier à leur juste valeur. Personne n'a et ne doit avoir de magistère politique absolu, de même que le pouvoir dans nos organisations doit s'exercer collectivement. Nos leaders et leadeuses présentes et à venir ont pour mission de

mener le collectif et non d'exercer le pouvoir sur lui. A l'inverse, le collectif a pour mission d'identifier et de permettre à ces individualités (quelles qu'elles soient) d'exprimer leur talent, en tenant compte également de la juste reconnaissance à laquelle aspire chacun·e.

Concrètement, les recettes existent. La plupart des statuts des organisations actuelles prévoient des systèmes permettant aux individualités de s'exprimer et de mettre leurs talents au service du collectif, du local au national. Mais tout comme l'esprit de la Vème République n'est pas respecté lorsque le Président gouverne et l'Assemblée le suit docilement, l'esprit des statuts de nos partis est bien souvent passé par pertes et profits. Il est ainsi fréquent que les postes des organisations soient distribués à des ami·es que tel ou telle jugera à même de le·la soutenir le temps venu. En somme, il s'agirait tout simplement de reproduire dans nos organisations ce que nous appelons de nos vœux dans la société : la fin du copinage, la primauté du bien commun sur les manœuvres individuelles.

Conclusion

Je fais le choix de conclure cette réflexion non pas sur une synthèse des différents éléments, mais sur un mot pour nos militant·es, sympathisant·es, et de manière générale pour l'ensemble des personnes engagées politiquement (au sens premier du terme).

Les considérations idéologiques (cf. écosocialisme) comme plus techniques (comment structurer nos organisations, quel leadership mettre en place, quelle décentralisation pour les actions) occultent en effet un aspect non négligeable de la vie politique : la joie militante¹⁷.

Bien souvent, nous avons l'impression à gauche que l'engagement politique doit être un sacerdoce. Parce que la politique est une chose sérieuse, parce que notre mission est importante, parce que nous traitons de sujets d'une très grande gravité (le droit de chacun à vivre et à s'émanciper, la préservation de la planète et de la vie sur Terre, etc.), il faudrait que l'engagement politique soit grave et austère, un "radicalisme rigide". Penser cela, c'est aller contre notre émancipation, à nous militant·es, en premier lieu (carla bergman et Nick Montgomery diront même que c'est laisser "l'Empire" gagner).

L'engagement politique doit donc également porter en lui une joie militante, qui permette à chacun·e de s'épanouir dans son action. Cela signifie bien sûr prévoir des moments conviviaux déconnectés parfois de l'action politique pure et dure (à ce titre, des rendez-vous tels que la Fête de l'Humanité au PCF, les fêtes de la rose au PS ou les universités d'été des différents partis sont d'excellentes initiatives, avec une portée politique bien plus large

¹⁷ Voir Joie militante - carla bergman et Nick Montgomery - Éditions du commun - <https://www.editionsducommun.org/products/joie-militante-carla-bergman-nick-montgomery-traduction-juliette-rousseau>

que ce que l'on en perçoit de prime abord). Mais cela va bien au-delà : il s'agit d'avoir en tête l'épanouissement des militant·es à chaque étape de notre vie politique. Je pense bien sûr à la formation et au développement des connaissances individuelles, au lien social que l'engagement politique permet, à la juste reconnaissance apportée au regard de l'investissement de chacun·e...

L'un des meilleurs exemples historiques en France de cette idée de joie militante est sans doute le Front Populaire. Les occupations d'usine par leurs ouvriers ont donné lieu à des scènes improbables de fêtes, de musique, de jeux lors des "grèves de la joie", qui ont par ailleurs constitué un soutien important (bien que subi) au gouvernement de Léon Blum pour l'instauration des avancées sociales importantes de juin 1936 (congrés payés, semaine de 40h, etc.). Dans une bien moindre mesure évidemment, le Nouveau Front Populaire a également été l'écrin d'une certaine *joie militante*, joie des individus de se retrouver et de militer ensemble au-delà des appartenances, de participer à une aventure à l'échelle nationale, joie de dépasser enfin la morosité qui tétanisait la gauche depuis des mois.

Refonder la gauche autour d'un projet émancipateur, favoriser les liens entre les organisations et la société civile, créer une nouvelle structure qui donne sa place à chacun·e et qui ait à cœur la joie militante de ses membres : ne s'agit-il pas là d'une feuille de route désirable ?

La gauche n'y arrive plus.

Incapable de conquérir le pouvoir ou de l'exercer pleinement lorsqu'elle y parvient, la gauche semble engluée dans ses divisions et ses contradictions. Pourtant, face aux crises sociales, démocratiques et écologiques qui menacent nos sociétés, son retour au premier plan est une nécessité absolue.

Pourquoi la gauche échoue-t-elle ? Son mal est-il uniquement interne, ou trouve-t-il ses racines dans les transformations profondes de la société ? Plutôt que de céder à la fatalité ou à l'autocritique stérile, ce livre propose une analyse des défis actuels et trace des pistes concrètes pour reconstruire une gauche conquérante, capable d'incarner un modèle de société désirable.

Fédérer au-delà des appareils, renouveler les stratégies de mobilisation, redéfinir une vision du monde émancipatrice et écologiquement soutenable : autant d'enjeux que la gauche doit relever pour retrouver sa vocation historique de transformation sociale. À l'heure où l'extrême droite prospère sur l'anxiété collective et où le libéralisme se heurte à ses propres impasses, l'urgence est de taille.